

Le PS aux côtés des agriculteurs



Salon international de l'agriculture à Paris, février 2011

N° 603
DU 26 FÉVRIER AU 4 MARS
1,5€

10, rue de Solférino
75333 Paris Cedex 07
Tél.: 01 45 56 77 52 - Fax: 01 47 05 27 70
hebdo@parti-socialiste.fr

DIRECTEUR DE LA RÉDACTION ET DIRECTEUR
DE LA PUBLICATION • David Assouline
• RÉDACTRICE EN CHEF Stéphanie Platat
• JOURNALISTE RÉDACTRICE Charlotte
Collonge (76 58) • PHOTO Philippe
Grangeaud (76 00) • MAQUETTE Florent
Chagnon (79 44) • FLASHAGE ET IMPRESSION
PGE (94) Saint-Mandé • N° DE COMMISSION
PARITAIRE : 0114P11223 • ISSN 127786772
"L'Hebdo des socialistes" est édité par
Solfé Communications, tiré
à 25 200 exemplaires



L'AGENDA

5 mars

► Mobilisation
Manifestation nationale
pour la journée des
femmes à Paris, parvis des
Droits de l'Homme à 14h

14 mars

► Événement
Forum des idées
sur le thème
de la justice

20 et 27 mars

► Élections cantonales



L'info en continu

Alain Vidalies, 18/02/11

Coût du travail

« **Le gouvernement a une obsession : faire comprendre aux Français qu'ils coûtent trop cher et qu'ils ne travaillent pas assez. Pour cela tous les moyens sont bons, notamment l'utilisation de chiffres qui ne traduisent absolument pas la réalité. Le PS appelle le gouvernement à se féliciter de la bonne productivité horaire des salariés français au lieu de sans cesse nier cette réalité dans le seul but de pouvoir appliquer son programme d'austérité salariale et de baisse des cotisations patronales.** »

Laurent Fabius, 21/02/11

Laïcité

« **Ce n'est pas avec des débats de type "identité nationale" qu'on va régler les problèmes. Nicolas Sarkozy n'arrive pas à grand chose sur le plan social et à rien sur le plan économique. Il cherche donc d'autres terrains pour se faire élire. Il choisit un débat sur l'islam susceptible de faire monter le Front national car il se dit : "ma seule chance de gagner est que le FN soit au 2^{ème} tour et que je fasse jouer un réflexe républicain". Il y a des questions à régler, notamment permettre aux musulmans de pratiquer leur culte dans des conditions correctes. N'opposons pas les Français les uns contre les autres. Respectons la laïcité.** »

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

653

Vous êtes déjà plus de six cents à avoir signé « l'Appel pour une autre politique du logement » lancé par Martine Aubry mercredi 16 février, à Clamart. Retrouvez l'intégralité des propositions du PS sur le logement et signez l'appel sur parti-socialiste.fr/uneautrepolitiquedulogement

BUREAU NATIONAL ET SECRÉTARIAT NATIONAL

Un G20 « finances » sans perspective

Malgré le satisfecit du gouvernement, la réunion des ministres des finances des pays membres du G20 s'est terminée sans avancée et sans perspective pour l'avenir. « *Nous sommes loin du volontarisme et des grands discours de Nicolas Sarkozy, qui se résigne aujourd'hui à avertir des risques d'un retour à la défense des intérêts purement nationaux, s'inquiète le PS, l'emploi et la croissance ne sont jamais cités comme des objectifs et alors que la reprise est encore très fragile, les gouvernements conservateurs prennent le tournant de l'austérité généralisée.* » Depuis plusieurs mois, le Parti socialiste européen, et en son sein le Parti socialiste français, ne cessent de proposer des mesures progressistes qui permettraient à la fois de refaire passer l'économie réelle avant la finance et de dégager des ressources pour financer des politiques de soutien à l'activité. S'agissant de la stabilité du système financier international, les

socialistes ont fait des propositions : tous les produits dérivés, y compris les produits hors bourse doivent être régulés, la vente à découvert sans contrepartie doit être interdite, une taxe sur toutes les transactions financières de 0,05 % doit être introduite, les activités de dépôts et d'investissement doivent être séparées. S'agissant de la stabilité monétaire, le Parti socialiste demande également au président de la République d'œuvrer, dans le cadre de la présidence française du G20, à la mise en place d'une monnaie de réserve mondiale. Enfin, il est urgent de prendre des mesures qui mettront réellement fin aux paradis fiscaux, à la fraude et à l'évasion fiscale, à l'évasion réglementaire et au blanchiment d'argent, en interdisant aux banques et aux établissements financiers de travailler avec les paradis fiscaux.

Le PS dénonce la répression en Libye

En Libye, le mouvement de protestation de la population a

été réprimé dans le sang par le régime. Plusieurs centaines de morts ont déjà été recensés parmi les manifestants. Le PS dénonce avec la plus grande force l'agissement du régime libyen, « *dictature militaire peu soucieuse de la vie humaine* » et apporte son soutien au peuple de Libye « *qui exprime son désir de démocratie, de liberté et de justice* », affirme Jean-Christophe Cambadélis, Secrétaire national à l'Europe et aux relations internationales. Le PS appelle « *des initiatives fortes de la part de l'UE et de la France afin de faire cesser le massacre de la population innocente* » et notamment que le gouvernement français demande une réunion urgente du Conseil de sécurité de l'ONU. Martine Aubry a également déclaré : « *Il faut être clair et dire simplement que Kadhafi ne peut plus rester là. Les Libyens ont un courage incroyable. Il faut que le Conseil de sécurité de l'ONU saisisse la Cour pénale internationale, car il s'agit là de crimes contre l'humanité.* »

REPORTAGE

Sortir de la crise du logement

Une petite maison beige au fond d'une cour calme et lumineuse. C'est là que vit Laurence qui fait visiter ses 86 m² situés en plein centre ville et « *la terrasse qu'elle n'aurait jamais pensé avoir un jour* ». Mercredi dernier, le PS avait rendez-vous avec l'édile de Clamart, Philippe Kaltenbach et une importante délégation de maires socialistes, pour lancer son « Appel pour une autre politique du logement ». « *Nous sommes en situation de crise, s'est inquiétée Martine Aubry, en rappelant que : « 3,5 millions de personnes sont mal logées. » Le logement est un des sujets de préoccupation majeure des Français, a-t-elle affirmé. Nous n'attendons pas 2012 pour agir, nos élus mènent déjà sur le terrain une politique de logement social.* » Elle a profité de la présence de

Bertrand Delanoë pour saluer « *une politique que l'on n'avait jamais vue à Paris et qui a changé la ville en très peu de temps* ». De même pour Pierre Cohen et Adeline Hazan respectivement maire de Toulouse et de Reims, dont elle a souligné les efforts. Les premiers signataires de « l'Appel pour le logement » ont ensuite détaillé tour à tour les initiatives prises au niveau local et les propositions du projet socialiste. « *Si toutes les communes respectaient la loi SRU, cela représenterait 400 000 logements sociaux supplémentaires* », a rappelé Marie-Noëlle Lienemann, ancienne ministre du Logement, présidente de la Fédération des coopératives HLM. Nathalie Perrin-Gilbert, Secrétaire nationale au logement, est revenue sur le dispositif de défiscalisation Scellier :

« *un Scellier coûte à l'État ce que lui coûtent deux logements sociaux* », a-t-elle expliqué et « *contribue à la flambée du foncier* ». « *Deux millions de logements demeurent vacants* », a signalé Thierry Repentin, sénateur de la Savoie et président de l'USH. Alain Cacheux, député du Nord, président de la Fédération des offices HLM, a quant à lui dénoncé le désengagement de l'État dont « *l'aide s'est effondrée pour passer de 8 000 à 800 euros.* » Enfin, qualifiant « l'Appel pour logement », Jean-Yves Le Bouillonnet, député-maire de Cachan a conclu : « *c'est une pierre fondatrice du rendez-vous des socialistes avec les Français.* »

► **Signez la pétition « Pour une autre politique du logement » sur parti-socialiste.fr**

Les socialistes à l'offensive

Au Parlement européen

La session de février du Parlement européen vient de s'achever, elle a été riche en débats notamment sur « *les politiques sociales et touchant à la crise et la gouvernance économique* », explique Catherine Trautmann, présidente de la délégation socialiste française. Avec Pervenche Berès, présidente de la commission emploi et affaires sociales, elles ont souhaité « *une avancée sur la manière d'associer le Parlement européen à l'ensemble des lignes directrices pour l'emploi* », souligne-t-elle, alors que le couple Sarkozy-Merkel lance le pacte de compétitivité. La délégation s'est opposée à l'uniformisation au niveau européen du départ à la retraite à 67 ans. La spéculation sur les prix alimentaires et sur les matières premières a également été débattue. Les socialistes ont plaidé pour une « *nouvelle politique agricole qui soutienne une production responsable et pérenne* », témoigne Catherine Trautmann. La délégation est intervenue sur la question des médicaments falsifiés

et a appelé à améliorer le contrôle notamment sur Internet et à prévenir les trafics.

Sur la question du permis unique dont le vote a été reporté, les socialistes ont réaffirmé son utilité pour « *lutter contre la reconnaissance d'un marché du travail à deux vitesses créant un dumping social* ».

Par la voix d'Harlem Désir, Vincent Peillon et Kader Arif, la délégation socialiste a insisté sur la nécessité « *d'adapter les instruments existants pour soutenir la réforme politique* » en cours en Égypte. Enfin, concernant la Hongrie, les socialistes restent « *vigilants* », ils ont rejoint l'appel de cinéastes français « *en soutien à leurs homologues hongrois qui sont entravés dans leur liberté d'agir* ». Autant d'enjeux en suspens pour la prochaine session.

Au Sénat

Le groupe socialiste du Sénat s'est opposé à la réintroduction à l'Assemblée nationale, dans le projet de loi relatif à l'immigration, « *des mesures inacceptables qui avaient été supprimées au Sénat* ». Parmi elles : l'extension des motifs

de déchéance de la nationalité française ; la remise en cause du droit au séjour pour les étrangers atteints de pathologies graves ; l'allongement du délai de saisine du juge des libertés et de la détention pour la prolongation de la rétention.

Richard Yung, Sénateur représentant les Français établis hors de France, Jean-Pierre Sueur, Sénateur du Loiret, et Alain Anziani, Sénateur de la Gironde se sont élevés au nom du groupe contre la suppression de dispositions qui avaient été introduites à l'initiative des socialistes telles que la simplification de la procédure de renouvellement des titres d'identité ; l'introduction d'un recours suspensif contre les arrêtés de reconduite pris dans le cadre de la procédure dite « *Dublin II* »... « *Le gouvernement et les députés de la majorité n'ont eu aucun scrupule à balayer du revers de la main tout le travail effectué par le Sénat lors de la première lecture du projet de loi. Cette façon de procéder témoigne d'un véritable mépris pour la Haute assemblée* », se sont-ils insurgés.



L'info en continu

François Hollande, 21/02/11

Kadhafi

« *Ce qui se passe en Libye aura des conséquences sur l'ensemble du monde arabe. C'est une dictature, qui dure depuis plus de 40 ans, qui a été à l'origine de foyers terroristes qui ont eu des conséquences sur notre propre population. Le fils Kadhafi a largement diffusé lui-même cette idée qu'il pourrait y avoir une répression d'envergure, il faut donc que l'Europe et la France s'expriment fortement pour éviter ce bain de sang.* »

David Assouline, 21/02/11

Libye

« *On est en droit d'attendre que notre gouvernement ne soit pas encore à la traîne sur ce qui est en train de se produire en Libye et dans d'autres pays du monde arabe. Notre diplomatie est en panne voire vacante, puisque nous n'avons aucune déclaration de Michèle Alliot-Marie. Il faudra bien qu'il y ait un changement fort pour que l'image de la France retrouve sa place dans cette partie du monde et sa grandeur.* »

REPORTAGE

Promouvoir le bien vieillir

Elle ne se souvient plus exactement de sa date d'arrivée dans la famille Haouaoussa à Vigneux dans l'Essonne, mais l'important pour elle reste qu'elle l'a « *beaucoup aidée, en particulier pour le moral* ». Georgette, 61 ans, partage la vie des Haouaoussa depuis deux ans maintenant. Deux autres dames âgées sont venues la rejoindre dans cet accueil familial. Elles ont encore un peu de famille mais comme tous habitent loin, elles ont trouvé la solution de l'accueil familial pour ne pas vieillir dans la solitude. « *Je m'entends très bien avec les enfants de la famille, détaille l'une des pensionnaires, pour mon anniversaire, ils ont fait une cagnotte et m'ont offert un tee-shirt. Ils m'ont adoptée.* » Martine Aubry, Charlotte Brun, Secrétaire nationale aux personnes âgées, Marisol Touraine, Secrétaire nationale à la santé et Jérôme Guedj, vice-président du Conseil général de l'Essonne chargé des solidarités et de l'innovation sociale, ont effectué, mardi, un déplacement consacré à la prise en charge de la dépendance dans l'Essonne. « *Une centaine de personnes sont ainsi accueillies dans*

des familles. C'est une alternative entre le maintien à domicile et l'hébergement collectif, explique Jérôme Guedj, cela fonctionne mieux en milieu rural, mais cela commence à prendre ici. » Alors que le gouvernement ouvre le chantier de la dépendance et que les premières déclarations de Nicolas Sarkozy sur le sujet montrent que « *la grande réforme annoncée se transforme en grande régression* », a analysé Charlotte Brun. Le PS a avancé des propositions pour « *permettre un meilleur accompagnement des personnes, un soutien affectif aux aidants et la création d'une filière professionnelle pour l'aide à domicile* ». Lors d'une table-ronde, organisée en fin de journée, avec les acteurs de la prise en charge de la dépendance dans l'Essonne, à Boussy-Saint-Antoine, Martine Aubry a rappelé l'importance de « *laisser le choix* » à la personne âgée. « *Je suis toujours choquée d'entendre le gouvernement parler des personnes âgées comme d'un coût, d'un problème pour la société, c'est au contraire une chance, il faut développer l'intergénérationnel, faire que quelque soit notre âge nous vivions tous bien ensemble.* »



Sur ma pile

Depuis 2002, la droite a échoué à protéger les Français face à l'insécurité. À l'origine de la plupart des grandes innovations récentes en matière de sécurité, le PS a décidé, en s'appuyant sur l'expérience de ses élus, de réagir et de proposer une nouvelle politique globale de sécurité. Ce livre présente les principales idées défendues par la gauche qui seront débattues lors des présidentielles 2012.

► Sécurité le fiasco de Sarkozy, les propositions du PS. Préface de Martine Aubry, postface de François Rebsamen et Jean-Jacques Urvoas. Éditions Jean-Claude Gawsewitch, 124 p., 9,90 euros.



Nos propositions pour l'agriculture

REVALORISER LE TRAVAIL DES AGRICULTEURS C'EST POSSIBLE



Le PS propose de mettre en place des conventions par filière qui permettront de garantir un prix minimum et une juste rémunération, d'encourager la relocalisation des productions agricoles et de soutenir les agriculteurs dans leur engagement en faveur d'une agriculture durable.



Plus de propositions sur parti-socialiste.fr/lePSpropose



revaloriser une agriculture de reconnaissance de son rôle sur votre territoire et favoriser le rôle et le travail pour de nouveaux territoires agricoles de PS

Germinal Peiro, Secrétaire national à la ruralité et à la mer

« Près d'un milliard d'êtres humains souffrent de malnutrition sur notre planète, c'est dire l'importance qu'il faut accorder aux productions agricoles dans le monde. Le PS défend l'idée que chaque peuple a le droit d'assurer sa souveraineté alimentaire. Il défend aussi l'idée qu'il n'y aura pas de développement durable sans une politique de relocalisation des productions agricoles au niveau mondial. Il faut produire où les gens ont faim. Sur le plan européen, la PAC doit privilégier les

agricultures de productions, respectueuses de l'environnement et qui maintiennent des emplois sur l'ensemble des territoires. Pour notre pays, nous considérons que la France est une terre d'excellence, ses productions agricoles font sa réputation au niveau mondial, sa renommée, son art de vivre et une part importante de son économie. Tout cela, elle le doit aux agriculteurs. »

« Pour le Parti socialiste, le métier d'agriculteur est un métier d'avenir. »